

Plan directeur pour lutter contre la surveillance raciste et le doxxing au sein de l'AÉUM et de l'Université McGill

Mis à jour le 2023-04-13



TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	1
Plan directeur pour lutter contre la surveillance raciste et le doxxing au sein de l'AÉUM et de l'Université McGill	2
1. La problématique	2
2. Le plan	4
2.1. Ce que l'AÉUM a déjà fait :	4
2.2. Mesures à prendre :	4
Annexe : Boîte à outils anti-doxxing	7
Vous avez été l'objet de doxxing. Quoi faire maintenant ?	7
Étape 1 : Joindre les commissions à l'équité	7
Étape 2 : Explorer vos options	8
OPTION 1 : Plaidoyer sur le campus	8
OPTION 2 : Programme de protection juridique MACES (AEEPM)	8
OPTION 3 : Accéder aux ressources judiciaires au Québec	8
Centres de justice communautaire	9
Clinique Droit de cité	9
Clinique juridique du Mile End	9
Clinique juridique itinérante	9
Éducaloi	9
Jeune Barreau de Montréal	10
Option 4 : Palestine Legal	10
OPTION 5 : Récupérer votre voix et votre nom	10

Plan directeur pour lutter contre la surveillance raciste et le doxxing au sein de l'AÉUM et de l'Université McGill

Adopté par le conseil législatif 2023-04-06

Ratifié par le Conseil d'administration 13/04/2023

Date d'expiration : 2028-05-01

[Lien vers la motion](#)

1. La problématique

[Doxxing, également](#) orthographié «[doxing](#)», est dérivé du terme «dropping dox» ou «documents». Cette pratique implique de prendre des renseignements privés sur quelqu'un, par exemple, son numéro de téléphone, son adresse personnelle, son adresse courriel, etc., puis de les diffuser sur Internet ou par d'autres moyens pour les communiquer publiquement. Cela peut inclure l'inscription sur une [liste noire](#), une liste de personnes qui sont désapprouvées ou qui doivent être punies ou boycottées. L'utilisation de la liste noire «est considérée comme une mesure de représailles, car elle vise à créer des difficultés financières [et de réputation] pour les personnes nommées sur la liste».

La création d'un plan directeur au sein de l'AÉUM est une réponse à la gravité du doxing en tant que tactique de harcèlement, de vengeance ou d'intimidation qui est de plus en plus utilisée sur les campus universitaires à travers l'Amérique du Nord, y compris à McGill, en particulier lorsqu'il s'agit de cibler des personnes soutenant, défendant et s'exprimant sur des questions politiques polarisantes.

[De nombreux](#) membres du corps étudiant et du corps professoral de l'Université McGill ont été doxxés, surveillés et soumis à diverses formes de harcèlement et d'intimidation. Cela inclut d'être mis sur la liste noire d'organisations telles que [Canary Mission](#) et [CampusWatch](#) en ligne pour leurs points de vue pro-palestiniens. Ces organisations ciblent les individus politiquement bruyants et cherchent à supprimer leur liberté d'expression en portant atteinte à leur réputation. En raison des risques et des répercussions du doxxing, de nombreux membres du corps étudiant ont peur de parler publiquement de leurs convictions politiques, de leur origine culturelle et de leur patrimoine ethnique. Les

administrations doivent comprendre l'ampleur de l'incidence de leur inscription sur ces plateformes et agir avec diligence pour soutenir les membres des corps étudiant et professoral.

D'autres groupes étudiants récemment touchés par le doxxing comprennent ceux qui sont impliqués dans la défense de la libération ouïghoure ou tibétaine, ainsi que dans l'activisme lié à Hong Kong. Certaines personnes ont été victimes [d'intimidation en ligne et ont même reçu des menaces de mort](#). De plus, depuis la mise en œuvre du projet de loi 21, Loi sur la laïcité de l'État au Québec, des membres des [corps étudiant et professoral](#) de confession musulmane sont également la [cible de harcèlement et d'intimidation](#). De nombreux membres du corps étudiant musulmans, y compris des membres dirigeants d'associations étudiantes musulmanes, ont déclaré avoir été surveillés lorsqu'ils plaidaient en faveur d'un changement local, tel que l'inversion de la loi 21, et ont également été la cible [d'intimidation du Service canadien du renseignement de sécurité](#). De plus, les membres d'un groupe de discussion privé discutant des mesures de la COVID-19 ont également été doxxés par les [médias](#).

Ces attaques ont un impact sur la santé mentale et physique des membres du corps étudiant, découragent leur implication sur le campus, les empêchent d'obtenir des rôles syndicaux étudiants et ont un impact sur leurs perspectives de carrière. L'Université McGill a fait preuve d'indignation sélective dans son engagement envers le soutien aux membres du corps étudiant et n'a institutionnalisé aucune forme de soutien. Cette inaction enfreint la propre Charte des droits étudiants de McGill, sa Politique sur le harcèlement et la discrimination et son Plan d'équité, de diversité et d'inclusion. Il est impératif que les administrations de l'université se mobilisent et prennent l'initiative de [répondre](#) à cette menace pour les membres de leur corps étudiant et leurs communautés éducatives. Plusieurs universitaires [ont écrit](#) sur la nécessité de modifier les politiques universitaires sur le harcèlement pour refléter les réalités technologiques et numériques.

Certaines universités à travers les États-Unis et le Canada ont pris l'initiative et pris des engagements institutionnels pour assurer du soutien. Cela nécessite d'intégrer le soutien dans les bureaux existants. Par exemple, l'[Université du Nord de la Colombie-Britannique](#) encourage les membres de sa communauté qui « sont harcelés, trollés ou doxxés » à contacter leur bureau des communications et a des lignes directrices pour les protéger et les soutenir après la divulgation. De plus, [UC Berkeley](#) fait référence aux membres du corps étudiant touchés par le doxxing à leurs services étudiants.

En tant que tel, un groupe de travail a été [mandaté](#) par le conseil législatif de l'AÉUM pour élaborer un plan directeur visant à remédier au doxxing et à la mise sur liste noire de membres du corps étudiant.

2. Le plan

2.1. Ce que l'AÉUM a déjà fait :

Le 30 juin 2021, l'AÉUM a publié une [déclaration](#) condamnant Canary Mission et les organisations similaires de liste noire.

2.2. Mesures à prendre :

L'AÉUM prendra les mesures suivantes pour lutter contre la surveillance et le doxxing racistes sur le campus :

2.2.1. Inclusion d'un volet anti-surveillance et doxxing dans le portefeuille de la commission à l'équité (date limite : 31 octobre 2023);

Le mandat de la commission sera de plaider auprès de la communauté de McGill sur :

À quoi ressemble le doxxing/harcèlement en ligne;

Les étapes à suivre si une personne est victime de doxxing;

Les droits des membres du corps étudiant qui ont été doxxés;

Un guide pour les membres dirigeants sur l'aide aux membres du corps étudiants qui ont été doxxés;

Un guide pour le plaidoyer des Affaires universitaires en ce qui concerne l'administration de McGill;

Plaidoyer pour la sécurité sur Internet en général;

Présidence d'un comité anti-surveillance.

2.2.2. L'ajout d'un agenda permanent de lutte contre la surveillance dans le cadre du comité d'équité, présidé par la commission susmentionnée (date limite : 31 octobre 2023);

La composition du comité devrait être modifiée pour inclure :

Les commissions à l'équité (coprésidence)

La vice-présidence (affaires universitaires)

un (1) conseil législatif

une (1) représentation de la coalition Divest for Human Rights (DHR) ou en leur absence une coordination de campagne politique

cinq (5) à huit (8) membres en général, sélectionnés à l'issue d'un processus de candidature mené par les commissions à l'équité.

Direction des ressources humaines (sans droit de vote)

2.2.3. La création d'un groupe de soutien par les pairs anti-surveillance; (date limite : 31 décembre 2023);

En plus du soutien émotionnel indispensable pour les membres du corps étudiant, ce groupe cherche à aider ces derniers à gérer leurs comptes de messagerie ou de médias sociaux doxxés. En fonction des besoins et des souhaits de la personne, le groupe peut aider à :

Lire et supprimer les messages menaçants ainsi que bloquer les personnes utilisatrices correspondantes;

Documenter tout harcèlement à l'appui d'une action en justice;

Aider à supprimer les informations personnelles hors d'Internet grâce aux [désinscriptions des courtiers en données](#).

2.2.4. La création d'une boîte à outils anti-doxxing et de sécurité en ligne (voir annexe) (date limite : 31 décembre 2023);

Le document public énumérera toutes les ressources de doxxing et les mesures de sécurité préventives d'une manière facilement accessible qui sont disponibles pour les membres du corps étudiant, du personnel et du corps professoral.

2.2.5. Mise sur pied de soutien juridique à la disposition de tous les individus ou groupes doxxés (date limite : 31 décembre 2023);

Ce plan donne mandat à la vice-présidence (finance) de présenter le plan de protection juridique (disponible par l'intermédiaire de StudentCare) lors du référendum de l'automne 2023, qui donnerait à tous les membres du corps étudiant l'accès à des conseils juridiques et à des conseils ainsi qu'à une ligne d'assistance s'ils ont besoin d'une aide urgente en cas d'échec de la question lors du référendum de l'hiver 2022.

2.2.6. Les portefeuilles des affaires universitaires et de la présidence feront pression sur l'administration de l'Université McGill pour qu'elle adopte une position explicite et publique contre la mise sur liste noire d'organisations ciblant leurs membres des corps étudiant, professoral et du personnel. Cette position de l'administration McGill doit inclure :

- Une condamnation publique du doxxing et de la surveillance des membres des corps étudiant et professoral, y compris la condamnation de la liste noire de plus de 20 d'entre eux sur Canary Mission.
- Un engagement public à soutenir les membres des corps étudiant et professoral et du personnel qui sont ciblés de cette manière.
- Annoncer des mesures concrètes pour fournir une assistance juridique et autre aux membres des corps étudiant et professoral et du personnel inscrits sur la liste noire ou victimes de cyberintimidation.

Association étudiante de l'Université McGill
Students' Society of McGill University

Située sur les territoires traditionnels des collectivités Haudenosaunee et Anishinaabe.
Located on Haudenosaunee and Anishinaabe, traditional territories.

ssmu.ca | 3501 rue Peel, Montréal, QC, H3A 1W7



- Réviser sa politique sur le harcèlement et la discrimination pour s'assurer qu'elle inclut le doxxing.

La vice-présidence (affaires universitaires) et la présidence présenteront un rapport sur leurs progrès respectifs concernant ce point d'action au conseil législatif (**date limite : 28 février 2024**).

Annexe : Boîte à outils anti-doxxing

Vous avez été l'objet de doxxing. Quoi faire maintenant?

Prenez une grande respiration. Nous savons que ça fait peur. La mise sur liste noire est un moyen de faire taire les gens et de faire prévaloir le statu quo oppressif. Il est désolant que vous viviez cette situation et nous ferons de notre mieux pour vous aider pendant cette période.

Voici quelques ressources en santé mentale pour vous aider en ces temps difficiles :

[Keep.meSAFE](#), accès 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 à des conseils agréés disponibles pour tous les membres du corps étudiant de McGill

[Centre de soutien entre pairs](#) à McGill

[Nuit'Écoutons-McGill](#)

[Tel-Aide](#) : 514-935-1101

[Jeunesse J'écoute](#) : texter « PARLER » au 686-868

[Suicide Action Montréal](#) : 1-866-277-3553

Étape 1 : Joindre les commissions à l'équité

Contactez les commissions à l'équité afin qu'elles puissent vous aider et vous guider tout au long de ce processus. Si vous n'êtes pas à l'aise pour contacter les commissions à l'équité, contactez la vice-présidence (affaires internes), la vice-présidence (affaires universitaires) ou tout membre du comité exécutif de l'AÉUM. Vous pouvez également contacter votre représentation à l'AÉUM. Vous pouvez trouver ses coordonnées sur le [site web](#) de l'AÉUM. Nous vous invitons également à contacter des groupes de défense sur le campus tels que la SPHR, le Réseau de la communauté étudiante noire, les Associations étudiantes musulmanes qui peuvent plaider en votre nom en symbiose avec l'AÉUM.

Pour contacter les commissions à l'équité, écrire à l'adresse courriel suivante : equity@ssmu.ca

Pour contacter la vice-présidence (affaires internes), écrire à l'adresse courriel suivante : internal@ssmu.ca

Pour contacter la vice-présidence (affaires universitaires), écrire à l'adresse courriel suivante :

Association étudiante de l'Université McGill
Students' Society of McGill University

Située sur les territoires traditionnels des collectivités Haudenosaunee et Anishinaabe.
Located on Haudenosaunee and Anishinaabe, traditional territories.

ssmu.ca | 3501 rue Peel, Montréal, QC, H3A 1W7

ua@ssmu.ca



Pour contacter le SPHR, écrire à l'adresse courriel suivante :

mcgillsphr@gmail.com

Étape 2 : Explorer vos options

OPTION 1 : Plaidoyer sur le campus

Le Bureau du doyen à la vie étudiante et l'ombudspersonne de McGill ont pour mandat de défendre les intérêts des membres du corps étudiant et vous aideront à trouver des ressources. Si vous le souhaitez, l'AÉUM (soit les commissions à l'équité, soit les membres dirigeants de l'AÉUM, selon l'option qui vous convient le mieux) vous accompagnera dans vos réunions avec eux.

Pour contacter le Bureau du doyen à la vie étudiante et l'ombudspersonne :

Bureau du doyen à la vie étudiante | 514-398-4990, deanofstudents@mcgill.ca

Ombudspersonne de McGill | 514-398-7059, ombudsperson@mcgill.ca

OPTION 2 : Programme de protection juridique MACES (AEEPM)

Le programme de protection juridique « [MACES Legal Protection Program](#) » offre un accès illimité à un service de consultation juridique pour consulter un conseil dûment certifié dans votre province d'étude concernant toute question juridique via une ligne d'assistance juridique sans frais. Il inclura également d'autres conseils si vous êtes admissible à une représentation juridique. Les services du programme seront fournis par des membres en règle du Barreau du Québec. L'AÉUM est en train de mettre en œuvre un programme similaire, consultez le site web de StudentCare pour en savoir plus.

OPTION 3 : Accéder aux ressources judiciaires au Québec

Nous avons rassemblé une liste non exhaustive des organismes de justice gratuite qui se trouvent sur le site web *du Barreau du Québec*. Pour une liste exhaustive des services juridiques gratuits ou à faible coût, visitez [Boussole juridique](#).

Pour tous ces centres de justice, nous vous accompagnerons tout au long du processus de contact, si vous le souhaitez.

Association étudiante de l'Université McGill
Students' Society of McGill University

Située sur les territoires traditionnels des collectivités Haudenosaunee et Anishinaabe.
Located on Haudenosaunee and Anishinaabe, traditional territories.

ssmu.ca | 3501 rue Peel, Montréal, QC, H3A 1W7



Centres de justice communautaire

Les centres de justice communautaire favorisent l'accès à la justice en favorisant la participation citoyenne grâce à des services d'information, de soutien et d'orientation fournis en complément des ressources existantes.

[Accédez à leur site web](#)

Clinique Droit de cité

La *Clinique Droit de cité* a pour mission d'accompagner les personnes marginalisées pour les aider à redresser leur situation juridique ou à défendre leurs droits.

[Accédez à leur site web](#)

Clinique juridique du Mile End

Grâce à ses trois points de service situés dans trois organismes communautaires dans trois quartiers différents (Mile End, Petite-Bourgogne et Parc-Extension), la clinique offre des séances de consultation sans rendez-vous hebdomadaires gratuites aux personnes de la grande région de Montréal. Les membres du corps étudiant en droit et les conseils qui font du bénévolat à la clinique fournissent des informations juridiques, des conseils et un soutien dans divers domaines juridiques.

[Accédez à leur site web](#)

Clinique juridique itinérante

La mission de la Clinique juridique itinérante est de promouvoir l'accès à la justice pour les sans-abri, les pauvres et les membres marginalisés de notre société.

[Accédez à leur site web](#)

Éducaloi

Éducaloi est un organisme à but non lucratif dont la mission est d'informer la population québécoise de ses droits et obligations en lui donnant accès à une information juridique de grande qualité présentée dans un langage simple et accessible.

[Accédez à son site web](#)

Association étudiante de l'Université McGill
Students' Society of McGill University

Située sur les territoires traditionnels des collectivités Haudenosaunee et Anishinaabe.
Located on Haudenosaunee and Anishinaabe, traditional territories.

ssmu.ca | 3501 rue Peel, Montréal, QC, H3A 1W7



Jeune Barreau de Montréal

Le Jeune Barreau de Montréal offre des services juridiques gratuits au public : aide à la préparation de l'audience, clinique juridique d'appel, médiation sur place pour les petites créances, service d'information juridique à la Cour municipale de Montréal et *service juridique Parlons droit* pour les 12 à 20 ans.

[Accédez à son site web](#)

Option 4 : Palestine Legal

[Palestine Legal](#) est une organisation qui fournit des conseils juridiques, des formations Know Your Rights, un soutien au plaidoyer et aux litiges aux membres du corps étudiant, aux personnes militantes de base et aux communautés touchées qui défendent la justice en Palestine. Palestine Legal surveille également les incidents de répression pour exposer les tendances en matière de tactiques visant à faire taire l'activisme palestinien. Vous pouvez les contacter via leur formulaire de contact si vous craignez d'avoir été victime de doxxing par une organisation comme Canary Mission. Les commissions à l'équité ou le membre exécutif de votre choix vous accompagneront tout au long du processus.

OPTION 5 : Récupérer votre voix et votre nom

De nombreuses personnes officiellement doxxées par Canary Mission ont récupéré leur voix et leur nom en s'ajoutant à la liste [Against Canary Mission](#) qui célèbre le courage et la résilience des organisations pour la liberté palestinienne. Le site permet aux personnes qui ont été doxxées et qui ont été vilipendées par Canary Mission de présenter publiquement leur activisme et leurs réalisations. En raison de leur travail de justice sociale, ils ont été la cible de campagnes de diffamation de la part de Canary Mission, le site de liste noire anonyme qui a publié des accusations fausses et diffamatoires à leur encontre. Si vous souhaitez contacter le site web pour mettre en évidence vos réalisations, nous vous accompagnerons également dans ce processus.